

République Française

Département de la Seine-Maritime

MAIRIE D'ARQUES LA BATAILLE

ARRETE

Mme Maryline FOURNIER, Maire d'ARQUES-LA-BATAILLE,

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-4,
Vu Le Code de la Route,
Vu Les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 7 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes et des autoroutes,
Vu L'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992,
Vu la demande présentée le 23 mai 2023 par l'Opéra Carmen sollicitant la mise en place de mesures de restriction de la circulation et du stationnement, pendant la représentation de l'Opéra Carmen à Arques-la-Bataille,

CONSIDERANT : Que pendant le déroulement de ce spectacle, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement afin d'assurer la sécurité des usagers.

ARRETE

Article 1^{er} - A compter du **20 juillet 2023 et jusqu'au 23 juillet 2023 inclus**, le stationnement et la circulation des véhicules de toutes catégories sera interdit (**sauf riverains**), dans l'impasse Baudelot ainsi que sur le parking des enseignants du groupe scolaire à Arques-la-Bataille.

Article 2 - Une signalisation conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire sera mise en place par les soins des services techniques de la commune d'Arques-la-Bataille.

Article 3 - Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal par les autorités de Police.

DESTINATAIRES : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de Dieppe
- Monsieur le Garde Champêtre d'Arques-la-Bataille
- Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux d'Arques-la-Bataille, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arques-la-Bataille, le 26 juin 2023
Le Maire, Maryline FOURNIER.

- ✓ certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- ✓ informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

